

EMBARGO JUSQU'A 00H01 GMT SAMEDI 25 JUIN 2005

Cibler les pauvres

Reconstruire leurs vies après le tsunami

25 juin 2005

Introduction

Au cours des six mois qui ont suivi le tsunami, l'effort d'aide et de reconstruction s'est traduit par de réels progrès pour les millions d'individus touchés par le désastre. L'aide a permis d'endiguer le déclenchement d'épidémies telles que le choléra dans les communautés touchées, grâce entre autres à la fourniture concrète d'eau propre et de systèmes sanitaires. La flambée de malnutrition prévue a aussi été évitée grâce à la livraison rapide d'aide alimentaire. Déjà, dans la phase initiale de la reconstruction, nous constatons que les revenus d'une grande partie de la population retrouvent leur équilibre précédent et nombreux sont ceux parmi les sinistrés, qui quittent leur logement provisoire pour emménager dans des logements permanents. Toutefois, dans un contexte extrêmement difficile et complexe, ce processus sera long ; à l'instar de nombreuses autres agences d'aide, Oxfam s'est ainsi engagée au moins pour les cinq années à venir, dans une campagne de reconstruction de l'existence des individus touchés par le tsunami. De nombreuses communautés vivent toujours le drame et la reconstruction devra se poursuivre à des rythmes différents selon les zones.

Par le passé, Oxfam a constaté que bien que « naturels », les désastres sont fondamentalement discriminatoires dans leur impact humain. Où qu'ils sévissent, les structures sociales et inégalités existantes telles que le sexe, l'âge et les revenus des victimes, déterminent les membres de la communauté qui seront épargnés et ceux pour qui le coût sera lourd. Alors que l'effort de reconstruction prend de la vitesse, tous les participants doivent veiller à ce que l'aide cible spécifiquement les plus pauvres et les

plus marginalisés, ceux dont les vies ont été retournées par le tsunami, pour qu'ils ne soient pas laissés pour compte. Les intervenants doivent trouver moyen de promouvoir la participation des individus marginalisés et vulnérables pour leur permettre d'influencer le processus de reconstruction plutôt que de se focaliser sur des solutions expéditives dont bénéficie la population à même d'accéder le plus facilement aux structures gouvernementales. A ce jour, l'effort d'aide a assuré la distribution efficace des denrées essentielles telles que eau, nourriture et abri, mais la phase suivante de reconstruction représente un défi nettement plus difficile à relever. Il s'agit maintenant d'exécuter des programmes d'aide basés sur les besoins plutôt que de compenser purement et simplement les biens perdus.

Il ne fait aucun doute que l'échelle et l'envergure de ce désastre ont fait du tsunami le plus gros défi que les groupes d'aide n'ont jamais eu à relever. Presque un quart de million d'individus ont été déclarés morts ou ont disparus au lendemain du tsunami qui a dévasté l'Indonésie, l'Inde, le Sri Lanka, Burma, la Thaïlande, le Bangladesh, la Malaisie, les Maldives, les Seychelles et jusqu'à la Somalie, le Kenya et la Tanzanie. De plus, 1,9 million d'individus ont été forcés d'abandonner leur domicile. Des milliers de maisons ont été endommagées ou détruites, les routes bloquées et les terres arables inondées d'eau salée.¹

La réponse incroyablement généreuse du public qui a donné à Oxfam International quelques \$250 millions, a permis à Oxfam et ses partenaires de venir en aide à 1,1 million d'individus à ce jour. Alors que nous entrons dans la phase de réhabilitation de l'effort d'aide, nous avons aujourd'hui l'opportunité sans précédent d'aller outre la simple reconstruction au niveau de pauvreté antérieur. Mais aider les victimes les plus durement frappées par le tsunami - à savoir les petits exploitants agricoles, les pêcheurs, de nombreuses femmes et ouvriers temporaires - et leur proposer de nouveaux débouchés vers l'avenir en utilisant les ressources plus efficacement, sera un processus lent. Nous devons résister à la tentation de solutions temporaires ; les groupes pauvres doivent en effet prendre eux-mêmes les décisions qui forgeront leur avenir. A moins que cette approche ne soit adoptée, l'écart entre les plus favorisés et les individus destitués et vulnérables risque de se creuser.

Avant que le tsunami ne se déchaîne

La province indonésienne de Aceh, à Sumatra, a été la plus cruellement affectée par le tsunami. Plusieurs années d'insécurité et de conflit armé avaient déjà fait de nombreuses victimes, étouffé la prospérité et laissé l'infrastructure en lambeaux. Selon les statistiques mêmes du gouvernement, en 2002 (dernière date de recensement disponible), 48 pour-cent de la population n'avait pas accès à l'eau potable, 36 pour-cent des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition et 38 pour-cent de la population n'avaient pas accès aux services de santé. La situation s'aggravait : le taux de pauvreté avait doublé de 14,7 pour-cent en 1999 à 29,8 pour-cent en 2002.

En Inde, les états de Kerala et Tamil Nadu sur la côte méridionale ont été les plus touchés. Ces deux états étaient relativement riches puisque les \$3 par personne et par an que dépensent le Kerala à la santé représentent un des plus gros budgets parmi les autres états d'Inde. Il a aussi le taux d'alphabétisme le plus élevé et le taux de mortalité infantile le plus bas du pays. Cependant, seulement 19 pour-cent des habitations ont accès à l'eau potable. Dans le Tamil Nadu, pratiquement la moitié (46 pour-cent) des

1 <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/4126019.stm>

enfants de moins de cinq ans sont sous-alimentés. La population des communautés côtières, constituée pour la plupart de pêcheurs, d'agriculteurs et d'ouvriers, est une des plus pauvres de tout le pays. Dans chacun des trois districts les plus touchés (Nagapattinam, Cuddalore et Kannaykumari) une personne moyenne vit de moins de \$1 par jour.

Le tsunami s'est abattu sur une partie relativement étroite mais longue (1000 km) de la côte du Sri Lanka, de Jaffna au nord, balayant la totalité des côtes est et sud pour s'arrêter à mi-chemin de la côte ouest. Malgré l'explosion du tourisme dans le sud ces dernières années, entre un quart et un tiers de la population des zones balayées par le tsunami vit en dessous du seuil de pauvreté, 29 pour-cent des enfants de moins de cinq ans sont sous-alimentés, 23 pour-cent de la population n'a pas régulièrement accès à des sources d'eau salubres durables et 45 pour-cent de la population a un salaire inférieur à US\$2 par jour. Nous ne disposons pas d'informations pour la plupart des régions du nord et de l'est, mais elles sont largement considérées comme les plus pauvres du pays suite à 20 ans de conflit. Environ 97.000 familles ont été réimplantées et 27.000 environ vivent dans des camps humanitaires. L'infrastructure est quasiment inexistante ; dans une des zones d'intervention d'Oxfam, nous estimons que 43 pour-cent de la population n'as pas accès à des équipements sanitaires adéquats et que 50.000 enfants ne sont pas scolarisés.

L'impact immédiat et l'effort d'aide

Au lendemain du tsunami, un effort inégalé a soutenu des millions d'individus sinistrés en les aidant à surmonter une situation effroyable. Un énorme investissement a été fourni par beaucoup, apportant leur aide à la demande ; cependant, les infrastructures de transport et systèmes de communication délabrés faisaient souvent obstacle.

Dans certaines zones, la force du tsunami a tout détruit sur son passage. A Leupung, une des circonscriptions de Aceh, toutes les maisons ont été rasées et 80 pour-cent de la population de certains hameaux ont péri. Peneyoung, le quartier commercial de Banda Aceh, a aussi été gravement touché.

A Sri Lanka, dans les zones retirées de la côte ou mieux protégées de la mer, le raz-de-marée a détruit les logements fragiles des moins dotés, en bois, en argile et en chaume ou en clayonnage revêtu de boue, laissant intactes les maisons en briques plus chères dont les habitants ont pu prendre refuge aux étages. A Vaharai, le quartier le plus pauvre du district de Batticaloa, au Sri Lanka, presque 70 pour-cent des maisons étaient en argile et en chaume.

Même à ce stade précoce, l'impact sur les familles a varié selon leurs revenus et l'ampleur de leurs biens personnels, alors que les plus pauvres ont les plus souffert du désastre.

Avant que la communauté internationale n'intervienne, les survivants ont établi des logements provisoires. Les individus, communautés et organismes civils ont rassemblé et soigné les blessés et la recherche des disparus a commencé pour les familles. Les habitants des zones plus fortunées disposent de plus de ressources pour nourrir et soigner les survivants. Lorsque l'aide internationale est arrivée, elle a été plus longue à atteindre les zones isolées souvent plus pauvres.

Les habitants de Vaharai par exemple, au Sri Lanka, vivent dans des villages de pêche parsemés le long du littoral, à deux heures minimum par route de la ville de Batticaloa. L'infrastructure est médiocre, les routes mauvaises et l'électricité inexistante.

Lorsque le tsunami a balayé Batticaloa, le personnel médical était sur place pour aider les gens situés près de la ville. A Vaharai toutefois, aucun aménagement local n'existe : les individus ont dû être transportés à l'hôpital par bateau et par les routes peu praticables. Un pont indispensable a été emporté et dans certains endroits, les équipes médicales et groupes de secours d'urgence n'ont pas été mis en place avant mi-janvier. Un hôpital divisionnaire n'a pu être établi qu'après réparation du pont un mois et demi plus tard.

Les options disponibles aux individus dépendaient souvent de leurs ressources financières. Les familles les mieux nanties ont pu s'installer chez des amis ou membres de leur famille alors que les plus pauvres étaient forcés de trouver refuge dans les camps.

Lorsque le tsunami a frappé dans la ville de Batticaloa, les gens se sont retirés de la côte pour se réfugier dans les bâtiments publics ou les logements d'amis ou membres de leur famille. Seulement 50 pour-cent environ ont fini dans les camps. A Vaharai, les hameaux sont pratiquement tous sur le littoral et une grande partie de la population n'a pu trouver de refuge et a dormi dehors. Quatre vingt pour-cent d'entre eux ont dû se réfugier dans les camps où ils se trouvent toujours.

La richesse a aussi été un facteur déterminant pour les habitants des îles Andaman et Nicobar. Les indigènes des îles vivaient principalement de la forêt, de la mer et de la terre et l'économie monétaire était négligeable. Le tsunami a balayé leurs palmiers et cocotiers, emporté leurs bateaux et filets de pêche ainsi que leurs maisons.

Les fonctionnaires comparativement mieux nantis, le personnel militaire et les hommes d'affaires installés dans les îles ont pu se rendre dans la capitale, Port Blair, ou revenir sur le continent. La majorité des indigènes n'avait aucunes ressources pour ce faire. Ils se sont réfugiés dans les camps où ils étaient totalement dépendants de l'aide gouvernementale et des ONG.

Le tsunami a aussi eu un différent impact sur les hommes et les femmes. Sur le plan de la mortalité, les femmes ont péri en plus grand nombre que les hommes parce qu'elles s'occupaient des enfants et d'autres membres de la famille ; plus d'hommes que de femmes savaient nager et plus d'hommes que de femmes pouvaient grimper aux arbres. Dans le cadre de l'aide et de la reconstruction, il est essentiel de comprendre les conséquences de l'évolution démographique selon les sexes dans les zones touchées par le tsunami. La montée de la violence domestique est un problème auquel les femmes survivantes ont dû faire face, particulièrement dans les camps temporaires. Les groupes de femmes du Sri Lanka ont dénoncé le fait que l'aide humanitaire doit redoubler d'effort pour répondre au problème de la sécurité et du bien-être des femmes ; les cas de violence domestique ont été signalés à Oxfam et à d'autres organisations. Femmes et hommes victimes du tsunami doivent être consultés pour assurer que l'aide pourvue réponde à leurs besoins respectifs.

Le processus de reconstruction

L'écart entre nantis et pauvres, hommes et femmes, risque de se creuser alors que la reconstruction prend de l'essor. Bien que les intervenants aspirent à améliorer la qualité de vie de la population par rapport à ce qu'elle était avant le tsunami, l'écart des salaires pourrait se creuser. De nombreuses familles aux existences marginales, sans possessions ou presque, ou incapables de se mobiliser pour se faire entendre (comme il en est le cas pour de nombreuses femmes survivantes), risquent d'être totalement exclues du processus de reconstruction.

Moyens d'existence

'Après le tsunami, tout le monde est allé aider les pêcheurs. Mais il y avait toujours du poisson dans la mer. Ma récolte de riz a été détruite et mes champs couverts de boue et de sel.'

Petit exploitant agricole de Poompuhar (District de Nagapattinam, Tamil Nadu, Inde)

Une grande partie de l'effort investi pour rendre aux individus leurs moyens d'existence a ciblé les exploitants de la mer. Qu'il s'agisse de réparer ou remplacer leurs bateaux, de réaménager les ports ou d'améliorer l'équipement de réfrigération pour acheminer le poisson sur les marchés, l'investissement afflue vers la pêche. Ce soutien a joué un rôle essentiel dans la reprise du travail des communautés de la pêche. Mais ici encore, les individus qui en ont le plus profité étaient souvent les mieux nantis avant le tsunami.

A Sri Lanka, on a estimé à 19.000 le nombre de bateaux de pêche privés endommagés ou détruits ; d'ici avril, les dons suffisaient déjà à remplacer la vaste majorité des embarcations.

Les pêcheurs les mieux nantis avaient des permis de pêche prouvant qu'ils étaient propriétaires du bateau et avaient la permission de pêcher dans certaines zones. Ces pêcheurs emploient souvent jusqu'à 30 ouvriers pauvres sur leurs bateaux, souvent très mal payés et sans sécurité d'emploi. Le programme du gouvernement du Sri Lanka et les ONG remplaceront non seulement les bateaux des pêcheurs autorisés, mais aussi le reste de l'équipement tel que les filets, bouchons et hameçons. De grands pays donateurs sont disposés à remplacer les gros navires de pêche.

L'avenir des petits pêcheurs sans permis est plus incertain. Ces pêcheurs plus pauvres travaillaient éventuellement sur d'autres bateaux ou dans des lagons avec leurs propres filets. Puisque l'aide cible principalement les pêcheurs déclarés, les petits pêcheurs auront du mal à obtenir de l'aide. Il en va de même pour les travailleurs d'autres activités marginales non déclarés tels que les femmes dont les revenus provenaient du séchage du poisson.

Parallèlement, l'assistance gouvernementale du Sri Lanka cible les entreprises inscrites au registre du commerce. Les frais d'inscription sont minimes et forment la base du système d'imposition. Au niveau de l'aide financière, les individus plus pauvres et entreprises marginales non déclarées seront laissés pour compte. Les propriétaires des grandes usines de fibre de coco reçoivent compensation pour les dégâts encourus. Les ouvriers pauvres de ces usines qui gagnaient très peu n'ont pas été déclarés et ne recevront aucune aide financière qui leur permettrait de remplacer l'équipement tels que les machines utilisées pour fabriquer la corde (qui coûtent environ \$25), ou de réparer les lagons dans lesquels ils trempent la fibre de coco dans le cadre du procédé de fabrication. En outre, dans la plupart des cas, les entreprises familiales étaient au nom de l'homme ; en cas de décès, leur épouse ne peut pas réclamer compensation.

D'autres artisans, petits commerçants et ouvriers non qualifiés ont aussi été gravement touchés. En Indonésie, les individus du bas de l'échelle socioéconomique – dont l'existence repose sur les petits étangs de crevettes et poissons et les ouvriers à leur compte – n'avaient guère d'économies ou de biens. Sans leur terrain ni leurs outils, ils n'ont aucun moyen d'existence. Des interventions méticuleusement planifiées peuvent toutefois palier à ces problèmes.

Pour atteindre son but, le processus de reconstruction doit être équitable et inclure la participation démocratique. Il incombe aux gouvernements nationaux et à leurs administrations, soutenus par l'ensemble des pays donateurs et des ONG

internationales et nationales, de veiller à prendre les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif.

Réaménagement des lacs saumâtres du Sud de l'Inde et promotion de l'égalité des salaires

Dans les lacs saumâtres de Vedaranyam, quelques 15.000 ouvriers temporaires, dont une grande partie ressort de la caste *dalit*, ont découvert que leur emploi n'existait plus. Le passage du tsunami a transformé les lacs saumâtres en des champs de boue. Après avoir perdu leur source de revenus, les ouvriers ont dû rechercher du travail dans la région balayée par le tsunami ; mais les débouchés sont limités. De plus, puisque la plupart de ces ouvriers habite à au moins quinze kilomètres de la côte, leurs logements n'ont pas été endommagés. Dans les mois qui ont suivi le raz-de-marée, ils n'ont reçu ni aide financière, ni aide alimentaire du gouvernement.

Oxfam et FACE (Fédération des Associations pour l'Augmentation des Chances dans la Communauté), son partenaire local, ont lancé le programme « argent contre travail » pour reconstruire les lacs saumâtres que possèdent les petits locataires. Dans ces lacs, les complexes labyrinthes de canaux et digues dans lesquels sèche l'eau de mer produisant ainsi les cristaux de sel, avaient été balayés par le raz-de-marée. Les lacs sont désormais opérationnels et un deuxième programme « argent contre travail » débutera en juin, visant à aménager les bassins hydrographiques.

Relancer cette industrie a à son tour redonné de l'essor à l'économie locale, selon le directeur de FACE, Dr Ravi Chandran, en évitant la migration probable de la main d'œuvre temporaire à la recherche d'emploi.

Oxfam et FACE ont aussi proposé un nouveau concept à l'industrie vétuste des lacs saumâtres : l'égalité des salaires. Hommes et femmes ont reçu 72 roupies par jour dans le cadre du programme « argent contre travail ».

'Grâce à Oxfam, nous avons pu travailler et nous en sommes très heureux. Ils nous paient 72 roupies. Avant, nous ne gagnions que 50 roupies. Maintenant, les hommes comme les femmes gagnent le même salaire ; ceci est nouveau pour nous et nous en sommes très heureux.'

Shellam, travailleur des lacs saumâtres

Les organismes d'assistance aident les plus pauvres en Inde

Oxfam collabore avec les communes du littoral, le long de la baie du Bengale depuis 24 ans, en particulier avec les artisans pêcheurs. Oxfam a soutenu les groupes locaux d'assistance en 1984 pour aider les groupes les plus démunis. Exerçant leurs activités à travers un réseau d'ONG locaux et d'organisations communautaires – le Forum de Développement de la Côte Est -, ces groupes ont été renforcés pour intervenir au lendemain du tsunami. 24.000 familles ont ainsi pu profiter de l'aide fournie par ce projet à Tamil Nadu et Pondicherry. Les groupes d'assistance sont à quatre-vingt dix-huit pour-cent composés de femmes.

L'histoire de Selvi

Selvi a vendu du poisson pendant quinze ans dans la ville de Kancheepuram. Son mari Venkatesan est allé travailler en mer, payé à la journée. Ils ont deux jeunes enfants. Le revenu total du ménage s'élevait à environ 75 roupies, soit \$1,80 par jour. Grâce à l'aide du père de Venkatesan, ils pouvaient envoyer leurs enfants dans une école primaire proche. Le tsunami a irrémédiablement bouleversé la vie de cette famille. Le père de Venkatesan a été tué et la famille a perdu tous ses biens, ainsi que ses moyens d'existence.

Grâce à l'intervention de l'Assistance sociale des femmes de la tribu Irula, Selvi a reçu de l'aide pendant trois mois, composée de denrées telles que riz, dhal, biscuits et d'ustensiles essentiels à son existence.

Dans un même temps, elle a rassemblé 16 autres femmes Irula de son village pour former le groupe d'assistance MGR et a ouvert un compte en banque. Ce groupe a élu une présidente, une secrétaire et une trésorière et a décidé d'imposer une contribution mensuelle de 30 roupies pour établir un système de prêts ; elles n'ont ainsi pas à faire appel à des organismes

de crédit. Oxfam leur est venu en aide au niveau de la comptabilité et de la gestion et a aussi fourni des filets de pêche à l'ensemble du groupe.

Selvi et son mari ont pu reprendre leurs activités antérieures et projettent de scolariser de nouveau leurs enfants le trimestre prochain. Outre l'aide directe, le groupe d'assistance a aussi aidé Selvi à renforcer ses capacités et son courage pour se rebeller contre la discrimination sociale, première étape de responsabilisation du gouvernement pour ses actions.

Au Sri Lanka, la plupart des morts a été ressentie parmi les communautés de pêcheurs et ce sont leurs villages qui ont été le plus visiblement dévastés. Ces communautés étaient les premières sur la ligne d'attaque du raz-de-marée et ont perdu logements, biens et sources de revenus. Les habitants n'ont pas eu d'autre choix que de se réfugier dans des camps temporaires. Ils sont toujours les plus vulnérables et sont des cibles prioritaires dans le processus de reconstruction.

Pour évaluer l'impact du tsunami sur les revenus après les six premiers mois, une des organisations partenaires d'Oxfam – Arvothayan – a mené une enquête sur les revenus avant le lancement du programme de reconstruction des existences dans la région de Vaharai. Cette enquête analysait dans le détail les revenus et les chiffres d'emploi des 112 familles d'un village de la région, avant et après le tsunami. Ces informations provenaient des individus dont les logements avaient été entièrement détruits et qui vivaient dans des camps, ainsi que deux dont les logements avaient été endommagés mais restaient habitables.

Selon l'enquête, les revenus du chef de famille s'élevaient en moyenne à 64 cents par jours avant le tsunami. Ce montant classe ces familles dans la catégorie d'extrême pauvreté et ceci avant le désastre. Avec ces revenus, il était pratiquement impossible pour les villageois de consolider des acquis notables et ils étaient donc très vulnérables avant même le passage du tsunami.

	Résidant actuellement dans les camps	Résidant actuellement dans des logements
Revenu moyen quotidien du chef de famille avant le tsunami (US\$)	\$0.64	\$0.63
Revenu moyen quotidien du chef de famille après le tsunami (US\$)	\$0.04	\$0.56
Pourcentage de baisse des revenus	94%	11%
Pourcentage de chômage avant le tsunami	1.6%	8%
Pourcentage de chômage après le tsunami	79%	8%

L'enquête révèle que les familles dont les maisons ont été entièrement détruites comme celles qui n'ont été qu'en partie endommagées ont subi une baisse de revenus significative dû au tsunami, à savoir d'une moyenne de 64 cents par jour à 27 cents par

jour, soit moins de la moitié d'un salaire déjà maigre. Le tsunami a donc submergé ces familles au plus profond de la pauvreté.

Toutefois, bien que touchant au départ des salaires égaux, les familles résidant dans les camps et ayant perdu leur logement ont subi une réduction de revenu nettement plus accablante que celles habitant dans leur propre logement. Les familles résidant dans les camps ont vu les revenus du chef de famille s'effondrer d'une moyenne de 64 cents par jour à juste 4 cents par jour, une chute de 94 pour-cent. Le taux de chômage se maintient à 80% six mois après le tsunami.

L'impact nettement plus lourd de cette catastrophe pour les réfugiés des camps est la perte totale de tous leurs biens ainsi que leur dislocation de leur existence et de leurs moyens d'existence précédents, dû à leur réimplantation dans les camps. Pour nombreux d'entre eux, l'aide les aura temporairement compensés de cette perte de revenus, mais il est essentiel de rétablir une existence durable à long terme. Les revenus actuels ne leur suffisent pas à survivre, encore moins à reconstruire leurs vies. Si l'on ne pourvoit pas aux besoins des pauvres, en particulier à la nécessité de revenus durables, la zone ravagée par le tsunami pourrait être dévastée par la pauvreté.

Les habitants des soi-disant villages de « deuxième ligne » en retrait du bord de mer ont aussi été gravement touchés. Ils se composent principalement de petits exploitants agricoles et d'ouvriers agricoles et sont généralement plus pauvres que les exploitants du littoral. En Inde, les vagues ont balayé la côte jusqu'à 3 km à l'intérieur des terres, recouvrant souvent les canaux d'assèchement. De vastes étendues de terres cultivées ont été inondées d'eau salée ; les digues, barrières et canaux d'irrigation ont été détruits ou remplis d'alluvions. Le bétail, les poules, les chèvres et des milliers de vaches – qui représentaient une source de revenus essentielle pour les petits exploitants – se sont noyés.

Les ouvriers temporaires ont aussi perdu leur travail de culture et de récolte. Toutefois, puisqu'il y a eu très peu de morts dans ces villages agricoles et que les maisons ont été moins endommagées, l'aide consacrée à cette région par rapport aux zones côtières a été très limitée, la compensation matérielle et financière offerte par le gouvernement se faisant plus attendre.

Oxfam et ses partenaires se sont efforcés de boucher ces trous en lançant des programmes « argent contre travail » pour aider les paysans à déblayer la récolte de riz perdue de leurs champs et en leur fournissant du grain résistant au sel.

La promotion de l'égalité des salaires est une tranche essentielle du travail d'Oxfam. Dans de nombreuses régions, les femmes sont traditionnellement moins payées à travail égal. Par conséquent, elles sont particulièrement sujettes à la pauvreté. Inciter à l'égalité des salaires à travail égal est un mécanisme clé permettant de sortir les familles de la pauvreté.

Terres et logement

La réparation et l'allocation de logements illustrent certaines divisions socioéconomiques risquant d'être accentuées par le processus de reconstruction. Avant le tsunami, une grande partie des marginaux louaient leur logement et leurs terres sans bail officiel et n'étaient pas propriétaires.

En outre, même ceux disposant d'un titre de propriété se retrouvent aujourd'hui incapables de le prouver. Ceci est dû soit à la destruction des documents officiels, soit au fait que ces titres étaient au nom d'un homme et que les femmes sont maintenant

devenues chefs de famille. Sans titre de propriété, ces familles risquent d'être dépossédées de leurs terres. Nous pensons que les terres doivent être protégées des projets financiers visant à aménager les terres en enclaves de tourisme et allouées aux communautés sous protectorat pour qu'elles puissent reconstruire leurs vies. Ce sont les plus pauvres qui dépendent le plus des titres de propriété pour subsister. Les seuls biens des pêcheurs sont leurs outils de travail tels que les bateaux, filets etc., qui n'ont de valeur que s'ils ont accès à une plage proche pour ancrer leurs bateaux. Sans titre, ils ne peuvent ni vendre leur terre, ni prouver qu'elle leur appartient. De la même façon, les seuls biens des petits exploitants agricoles sont les terres qu'ils cultivent ; sans ce titre de propriété, ils ne peuvent ni vendre leurs terres, ni obtenir nourriture ou revenus de leur exploitation.

Pour la plupart, cette partie de la population fait maintenant face aux problèmes relatifs au droit foncier qui, s'ils ne sont pas résolus rapidement et équitablement, pourraient les priver de leurs moyens d'existence. Sans titre de propriété, ces familles seront éventuellement exclues du programme de subventions officielles mises à leur disposition pour reprendre possession de leurs logements et de leurs terres et commencer à reconstruire. Elles n'auront aucune autre option que d'être réimplantées loin de leurs moyens d'existence ou de revenir sur la côte et vivre dans des baraquements clandestins.

Par exemple, au Sri Lanka, le gouvernement a mis en place une zone de sécurité inhabitée sur 100 à 200 m, pour protéger la population contre d'éventuels raz-de-marée futurs. On estime qu'au total, 45.000 maisons devront être réimplantées en dehors de cette zone. La politique gouvernementale entend fournir aux habitants de cette zone de sécurité une nouvelle maison permanente d'une valeur d'environ \$4,500.

Malheureusement, pour réclamer ce logement, on doit pouvoir fournir un acte notarié ou le titre de propriété de l'ancienne maison ou des terres. Ceci signifie qu'une grande partie des plus pauvres – qui louaient, squattaient sur les terres ou les partageaient avec d'autres – ne seront pas éligibles. Certaines administrations locales se montrent plus flexibles que d'autres et par dérogation, au lieu du titre de propriété, acceptent un autre justificatif de leur résidence dans la zone. Dans ces circonstances plus propices, une campagne d'information est de rigueur pour que les plus pauvres et les moins instruits prennent connaissance de leurs droits et des moyens de les faire valoir.

En dehors de la zone de sécurité, la population dont les logements ont été détruits peut recevoir des subventions en liquide s'élevant jusqu'à 250.000 roupies (soit \$2,500), pour construire leur propre maison, dans le cadre d'un programme de reconstruction lancé par la Banque Mondiale et financé par les gouvernements. Cet argent est alloué en trois versements : le premier destiné à la construction des fondations, le second étant uniquement versé après finition des travaux de fondation. Toutefois, dans de nombreux cas, cet argent ne suffit pas à achever les travaux et les familles les plus démunies, incapables de rassembler l'argent nécessaire à les terminer elles-mêmes, ne perçoivent pas le reste des paiements.

Emprunter de l'argent en Inde

L'absence d'économies a poussé les plus pauvres à emprunter de l'argent. Ils ne pouvaient généralement pas solliciter ces emprunts aux banques parce qu'ils n'avaient ni terres ni autres possessions à offrir en garantie. Ils devaient donc s'adresser aux prêteurs qui facturent 36 pour-cent d'intérêt sur 100 jours, ce taux augmentant en cas de défaut de paiement (les banques prennent généralement 12 pour-cent par an).

'Nous ne pouvons pas emprunter d'argent aux banques puisque nous n'avons pas de maison ni de bétail à donner en caution. J'ai dû donner la moitié de mes 4000 roupies [\$ 50, une subvention unique du gouvernement] aux prêteurs.'

Une ouvrière de Nagapattinam

De la même façon, en Indonésie, les pauvres restent à la traîne du processus de reconstruction. Le tsunami a déraciné près de 500.000 personnes. Des milliers se sont réfugiés chez des parents ou des hôtes ou encore ont été relogés dans des Centres de réimplantation temporaire du gouvernement (aussi appelés Casernes) ou dans des camps. Les familles mieux nanties, qui disposaient éventuellement d'économies ou dont les parents plus aisés ont pu les aider, ont déjà pu quitter les camps ; mais des milliers de pauvres y sont restés. Leur survie dépend de la distribution de nourriture et de l'aumône du gouvernement (le *Jadup*). Le *Jadup* est rarement payé à temps et a été réduit à des montants insuffisants à la survie. Le coût d'achat de nouveaux documents de propriété foncière et de cartes d'identité – requis pour se qualifier pour les programmes de reconstruction – bien que minime, est inabordable. Ceux qui ne pouvaient pas se permettre d'acheter leurs propres terres et louaient donc avant le tsunami, ne peuvent désormais même plus payer l'ancien loyer, sans parler du loyer actuel qui a augmenté de façon fulgurante dû à la carence de logements.

Prendre la main en Indonésie

Dans certaines parties de Aceh, la dévastation a été si totale qu'il est presque impossible de deviner où se trouvaient les maisons, encore moins les démarcations des parcelles de terre. Redéfinir ces limites est une tâche gigantesque et bien entendu de longue haleine. Plutôt que d'attendre que les agences gouvernementales règlent finalement ce problème, les survivants du village de Lamjabat à Banda Aceh ont décidé de le prendre en main. La communauté démarque les terres, sous la tutelle de l'ancien administrateur du village, avec pour seul équipement un mètre à ruban de 30 m. Les propriétaires terriens assistent à l'opération, pour éviter toute dispute. Dans le tsunami, le village a perdu 1500 de ses 1700 habitants et de nombreuses parcelles se trouvent maintenant sans propriétaire. La communauté essaie aussi de retrouver l'héritier légal de chaque parcelle, ce qui n'est pas tâche facile mais essentiel pour éviter tout litige ultérieur.

Aller de l'avant

Dans de nombreuses régions balayées par le tsunami, on doit donner voix à la population pauvre et vulnérable dans le cadre de l'effort de reconstruction. Nous avons maints exemples – dont ceux cités dans le présent rapport – de bonnes initiatives dans lesquelles la consultation et la participation de bénéficiaires pauvres éventuels sont encouragées dans le processus de reconstruction. Toutefois, les gouvernements et agences internationales peuvent aller plus loin pour positivement exploiter la situation et utiliser les fonds mis à disposition pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (MDG) dans les pays touchés par le tsunami. A travers cette approche, les

ressortissants des communautés pauvres pourraient se retrouver dans une conjoncture meilleure qu'elle ne l'était avant le tsunami.

Pour réaliser ces objectifs, Oxfam International recommande que :

- Gouvernements et agences internationales s'efforcent activement d'intégrer les besoins spécifiques des bénéficiaires les plus pauvres. Le mécanisme le plus efficace pour assurer la concrétisation et la globalisation de l'apport d'aide, est l'instauration d'une responsabilisation ascendante « réelle » envers la communauté. Les pauvres doivent être incorporés aux mécanismes de prise de décision pour assurer que les programmes de reconstruction répondent à leurs besoins. Cette approche exige leur participation directe et égale dans la conception, l'exécution, la gestion et l'évaluation des programmes de reconstruction. Les femmes et les veufs doivent en particulier être consultés et encouragés à participer.
- L'aide à la reconstruction doit être distribuée selon les raisons du besoin que selon les biens que possédaient les individus avant le tsunami. Voici la seule façon de mettre à profit les généreux dons monétaires de la reconstruction pour progresser à travers les Objectifs de développement du millénaire, c'est-à-dire réduire de moitié le nombre d'individus vivant dans la pauvreté d'ici 2015.
- Les gouvernements doivent réévaluer leurs plans de reconstruction pour essentiellement cibler la réduction de la pauvreté. Gouvernements et agences internationales ne doivent pas se laisser tenter par des solutions de rapiécage ne profitant qu'aux plus privilégiés et servant les intérêts puissants de la société ou de ceux mieux placés pour accéder aux structures et allocations existantes.
- Les programmes de reconstruction doivent donner priorité au travail et au salaire des femmes. Les besoins des femmes et leur rôle dans l'économie sont souvent négligés. Si ce problème n'est pas réglé, les femmes pauvres seront les plus grandes victimes et sombreront au plus profond de la pauvreté.